

Syrie

CONTEXTE

Selon les chiffres d'août 2014, les violences ont poussé près de la moitié des habitants de Syrie à fuir leur foyer. Parmi eux, on compte environ 6,5 millions de personnes déplacées et 3 millions de réfugiés dans les pays voisins (selon les registres du Haut-commissariat pour les réfugiés). Le nombre de victimes s'élèverait à plus de 190 000 selon les estimations, auquel s'ajoute un nombre encore plus important de blessés et de prisonniers.

Les difficultés d'accès aux soins et les pénuries de médicaments ont engendré des situations sanitaires catastrophiques dans plusieurs régions du pays, où l'on observe une augmentation des syndromes grippaux et des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de cinq ans, ainsi qu'une grave recrudescence des cas d'hépatite A et de leishmaniose. La poliomyélite, qui avait été éradiquée en Syrie depuis plusieurs années, a refait son apparition dans plusieurs gouvernorats. La situation alimentaire est également très préoccupante : selon des rapports non officiels, la population n'est pas en mesure de s'alimenter correctement dans de nombreuses régions, tandis que certaines zones sont confrontées à une grave pénurie de vivres.

Selon le ministère syrien de l'éducation, 3 600 écoles environ ne fonctionnent plus, soit parce qu'elles ont été détruites soit parce qu'elles ont été réquisitionnées pour abriter les personnes déplacées. Ces établissements sont situés principalement dans les zones de conflit : Alep, Idleb, Deraa et la région de Damas. Les taux d'absence scolaire auraient grimpé autour de 52 % à la fin de l'année 2013. Le taux de pauvreté a atteint 75 % à cette même période, avec de grandes disparités entre gouvernorats. On estime que 54 % de la population syrienne vit dans l'extrême pauvreté.

Les réformes économiques engagées avant le déclenchement du conflit avaient contribué à conforter la croissance du pays, même si des chocs extérieurs (la crise financière internationale notamment) et intérieurs (une sécheresse prolongée) avaient dégradé ses performances macroéconomiques. Or, l'accélération de la croissance de ces dix dernières années n'avait pas profité à tout le monde, puisqu'elle n'avait pas entraîné de création significative d'emplois ni de recul sensible de la pauvreté. Les ruraux ont été victimes d'une marginalisation croissante, frappés en outre de plein fouet par de graves chocs liés à la transition économique et aux épisodes de sécheresse. La situation a été particulièrement tendue dans l'Est, suscitant un exode vers les grands pôles urbains régionaux et la banlieue de Damas.

L'économie syrienne est en outre toujours très dépendante du pétrole et de l'agriculture, deux secteurs soumis aux aléas des cours et des précipitations. Alors que les exportations d'or noir et de services et les transferts depuis l'étranger (revenus et envois de fonds des migrants) constituaient l'essentiel des recettes en devise, celles-ci connaissent aujourd'hui un grave repli sous l'effet de la crise. À court et moyen terme, le redressement de la Syrie est suspendu à l'issue finale du conflit et à l'ampleur des réformes politiques et économiques qui s'ensuivront.

Une fois la situation apaisée, la Syrie va devoir faire face à plusieurs défis d'ordre économique : effondrement de la production et de l'emploi dans le secteur du commerce ; dépréciation accélérée du taux de change sur les marchés parallèles ; accumulation de devises fortes ; fonte probable des réserves de change ; pressions inflationnistes ; et complications juridiques et financières liées au gel des actifs. Le pays devra aussi assurer le retour des personnes déplacées et des réfugiés, reconstruire les infrastructures, améliorer les services publics (notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation) et reconstituer le tissu social de la nation.

À moyen-long terme, les autorités devront reprendre le chemin de réformes structurelles à moitié engagées, dans l'objectif de créer les conditions d'une croissance économique solide et de nouveaux emplois. Dans cette optique, le pays doit développer les activités non pétrolières et préserver la viabilité budgétaire tout en mettant en place des amortisseurs sociaux pour les jeunes, de plus en plus touchés par le chômage, et pour les régions victimes du changement climatique.

L'ENGAGEMENT DE LA BANQUE MONDIALE AVANT LA CRISE

Avant le déclenchement du conflit, la Banque apportait une assistance technique à la Syrie, ainsi que des services stratégiques et de conseil sur le développement du secteur privé, le développement humain, la protection sociale et la durabilité de l'environnement. Trois grands domaines étaient plus spécifiquement concernés :

- **Croissance économique et appui à la transition** : réforme de la politique commerciale ; politiques de dépenses publiques ; sources de croissance hors pétrole (mémoire économique) ; développement du secteur privé et climat des affaires ; partenariats public-privé ; gouvernance, gestion des finances publiques et réforme des marchés publics ; réforme de la gestion territoriale publique.
- **Développement humain et protection sociale** : marchés du travail et emploi ; renforcement des capacités d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de protection sociale ; options de réformes pour l'assurance sociale ; stratégie pour le secteur de l'éducation ; appui à la gestion/prévention de l'épidémie de grippe aviaire.
- **Développement durable** : stratégie pour le secteur de l'énergie ; réforme du secteur de l'agriculture et de l'irrigation ; assistance technique sur l'adduction d'eau et l'assainissement ; appui à la création d'une autorité syrienne de réglementation des télécoms ; assistance technique au secteur des transports ; appui à l'aménagement urbain et stratégies de développement du patrimoine historique et du tourisme.

En raison de la dégradation de la situation sécuritaire du pays, toutes les activités et les missions opérationnelles de la Banque mondiale en Syrie ont été suspendues au début de l'année 2011.

Dernière mise à jour : octobre 2014